



ATELIER INTERNATIONAL

« Crises alimentaires : la formation des ruraux en question »

Rome – Siège de la FAO - 4 et 5 juin 2009

PROGRAMME PHARE DE PARTENARIAT EDUCATION POUR LES POPULATIONS RURALES (FAO - OAA)

RESEAU INTERNATIONAL FORMATION AGRICOLE ET RURALE

LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE A MADAGASCAR

Francine RASOLOFONIRINA et Suzelin RATOHIARIJAONA

ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche - secrétariat
général - direction de la vulgarisation agricole et de l'appui à
l'organisation des producteurs

Le secteur Agricole (agriculture, élevage et pêche) occupe une place prépondérante au sein de l'économie Malgache. Il est le principal pourvoyeur de valeur ajoutée, le principal gisement d'emplois et l'un des principaux fournisseurs de devises, mais aussi, il contribue à la sécurité alimentaire du pays et des ménages.

Ce secteur vital est actuellement « malmené » par les évolutions rapides des règles du commerce international des produits Agricoles, auxquels il a du mal à s'adapter, bien qu'il dispose d'avantages comparatifs indéniables.

Pour conserver sa position, le secteur Agricole malgache a besoin d'opérer un certain nombre de transformations. Les principales caractéristiques ont été consignées dans la feuille de route 2005-2012 de Madagascar.

A cet effet, la Formation Agricole constitue l'un des outils essentiels d'adaptation du secteur aux nouveaux enjeux et de concrétisation de la Politique générale de l'Etat, cela en perspective des mutations démographiques qui se dessinent.

Une étude diagnostic de la Formation Agricole et Rurale à Madagascar a été réalisée et a permis de faire le point sur l'ensemble des problématiques liées à la FAR Malagasy et de formuler un ensemble de propositions.

1. LES DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET URBAINES.

Le taux de croissance démographique, estimé pour la période 2006-2010 à 2,46%, confirme les tendances d'augmentation de la population Malgache dans les prochaines décennies. Malgré cette progression, qui se traduit en particulier par de forts mouvements d'urbanisation, le pays reste très rural. La grande caractéristique de cette population rurale est sa jeunesse : 56,6% de la population a moins de 20 ans (1). Le principal défi pour Madagascar est donc d'insérer annuellement un nombre croissant de jeunes dans la vie active. L'effectif pourrait atteindre plus de 700.000 par an en 2040.

Le fait que ces jeunes vivent principalement en milieu rural pose à la fois la question de l'offre de travail et la question de la formation technique de base, que ce soit dans le secteur Agricole que dans les autres secteurs.

Face à des enjeux économiques de plus en plus tendus, la question de la formation Agricole est très sensible. La population rurale Malgache est majoritairement pauvre et sous

scolarisée, le taux d'analphabétisme est très élevés et les effectifs de structures de formation aux métiers sont plus que squelettiques.

2. LES ENJEUX AUXQUELS LE SYSTEME DE FORMATION AGRICOLE AURA A REPONDRE

- **L'enjeu social** : Une population de plus en plus jeune, à qui il va falloir trouver des emplois : 300.000 jeunes par an actuellement (majoritairement de niveau post primaire) et 750.000 en 2040, à insérer chaque année dans la vie active.
Ce qui impose une formation spécifique et une prise en main de l'éducation rurale.

- **L'enjeu technico- économique** :
 - Existence de vastes zones surpeuplées sur les hautes terres avec des exploitations trop petites pour être viables économiquement. Phénomène aggravé à chaque génération, **Impose des changements de métiers et des migrations pour les enfants de ces exploitants** ;
 - Nécessité de produire beaucoup plus, de meilleure qualité, et surtout de produire beaucoup plus par actif. Facteurs cruciaux : maîtrise de l'eau et adoption des techniques agro écologiques. Nécessité de produire différemment, en fonction des besoins du marché, avec des disciplines de qualité.

L'enjeu est techniquement tenable mais suppose des évolutions rapides et d'importants investissements en formation :

- Il faut notamment préparer les jeunes futurs exploitants à une profonde mutation technologique : 80.000 exploitations agricoles changent de main chaque année, au terme d'un processus de dévolution, sans formation professionnelle Agricole de base.
- Un nombre d'unités paysannes en progression constante (2.394.000 en 2003) caractérisées par un fort taux d'analphabétisme.
- **L'enjeu de l'urbanisation** et de l'aménagement du territoire : Madagascar va voir sa population doubler et devenir à majorité urbaine, tandis que son économie sera de plus en plus intégrée au marché mondial. La part de la population urbaine va passer de 14% en 1960 à 40% en 2020 ; la population urbaine aura été multipliée par 13 en 60 ans.
- **L'enjeu de l'environnement** : la population Malgache multipliée par 10 en un siècle accompagnée d'une montée correspondante des densités, exerce une pression considérable sur les ressources en sol (forte érosion), sur les ressources en eau (diminution des ressources souterraines liée à la déforestation) et sur la biodiversité. Il faudra veiller à ce que cette dégradation des ressources ne mette pas en danger la capacité de production Agricole du pays.
- **Le changement climatique** : l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes constituera un facteur d'aléas supplémentaires, et obligera à de grands efforts d'adaptation.

3. LES ACTEURS ET INSTITUTIONS DE LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE MALAGASY.

- La loi 2004-004 fixe la philosophie et les règles générales en matière d'Education et de Formation. Elle adopte notamment comme règle le Partenariat Public-Privé, et donne large place à l'enseignement Privé, dans le cadre de contrats de résultats.
- L'Etat a pour rôles :
 - la conduite générale du système ;
 - l'appui aux partenaires ;
 - et le contrôle.

Il veille à la qualité de l'enseignement par un système d'agrément des Etablissements Privés, et par des inspections.

- Le Ministère de l'Education (MEN) gère l'ensemble du système d'Education et de Formation du pays, du Primaire à l'Enseignement Supérieur, mais a peu développé les Formations spécifiquement Agricoles ;

- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, (MAEP) a sous sa tutelle six Etablissements de Formation Agricole initiale et diplômante, pour la formation de Technicien de niveau moyen BEPC + 3, trois Centres de Formation des Adultes. Par ailleurs, le développement en cours des Centres de Services Agricoles (CSA) et du Fonds de Développement Agricole (FDA) est un dispositif qui va favoriser de nombreuses formations à la demande ;
- Le Ministère de la Fonction Publique a développé des formations qualifiantes à la demande dans le cadre de la Politique Nationale de l'Emploi, et grâce au Projet Promotion de l'Emploi et des Revenus (PER), soutenu par le PNUD ;
- Le Ministère de la défense Nationale a mis en place le Projet Service Militaire d'Action au Développement (SMAD). Dans le cadre d'un volontariat au sein de l'armée ce projet vise à préparer les jeunes à une meilleure insertion dans la vie active par une formation professionnelle adaptée à leurs aspirations, leurs capacités et au marché de l'emploi ;
- Le Secteur Privé, principalement confessionnel, est prépondérant dans l'offre de formation en milieu rural, et a su développé des formules adaptées mais très hétérogènes. Cette offre reste très insuffisante en quantité par rapport aux besoins et très mal répartie géographiquement ;
- Le Projet MADES qui a entrepris d'aider l'Enseignement Supérieur Malgache à se réformer pour adopter le système LMD constitue une opportunité de développer les formations de techniciens qui manque le plus actuellement ;
- Les Projets du FIDA mettent en œuvre des renforcements de capacités des Organisations de Producteurs et appuient des projets formations aux métiers ;
- Les Organisations Paysannes et les Organisations Professionnelles Agricoles assurent des services de formation à leurs membres.

4. LES DEFIS A RELEVER POUR LE DEVELOPPEMENT DU SYSTEME.

- Préparer une profonde mutation technologique et un changement de mentalités : le défi consiste à faire passer au plus vite l'Agriculture Malgache d'un système traditionnel dominé par l'auto subsistance à un système de production moderne tourné vers le marché.
- Le défi de la formation de masse : la réponse actuelle du système éducatif Agricole est très inférieure aux besoins. Relever ce défi présente deux difficultés majeures : le coût et les ressources humaines disponibles.
- Enseigner à un public peu motivé par les méthodes scolaires : Il sera important de développer à grande échelle des méthodes adaptées à un tel public.
- Améliorer l'accès des jeunes à la formation, par des systèmes de financement appropriés et durables, lorsqu'ils ont la capacité. La pauvreté est un obstacle qui empêche beaucoup de jeunes ruraux d'accéder à la Formation.
- Refonder le dispositif actuel de FAR qui ne répond pas aux besoins de formation. Un système de Formation Agricole Public obsolète avec une gestion à problématique. Le système public est obsolète, très insuffisant en quantité et en qualité, sauf au niveau des études d'ingénieurs. Le MAEP n'a pas suffisamment investi dans la FAR. Faiblesse des ressources accordées. Un système de Formation Agricole dominé par le Privé. Le secteur Privé a su développer une offre mieux adaptée et plus réactive. Mais cette offre est assez disparate, en matière de qualité de l'enseignement, peu contrôlée et mal répartie géographiquement.
- Former des techniciens intermédiaires: Il y a un fort besoin de formation de techniciens à prévoir pour les Services aux Agriculteurs, l'Agro industrie, l'enseignement et le renouvellement des effectifs de l'Administration. Il a été constaté un fort déséquilibre entre les différentes catégories de Formation : par rapport au ratio normal, le nombre de techniciens intermédiaires formés est très insuffisant lorsqu'on le rapporte au nombre d'ingénieurs formés.

- Rétablir les déséquilibres inter régionaux : les Etablissements et Centres de Formation Agricole sont majoritairement concentrés dans les régions Agricoles les plus riches et les moins enclavées. Cinq régions ne disposent d'aucun Centre de formation Agricole
- Coordonner l'intervention de l'Etat en matière de Formation Agricole et Rurale :
 - Dualité de l'Autorité de tutelle : le Ministère de l'Education Nationale, chargé de la Formation Professionnelle Technique et le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, chargé du développement Agricole.
 - Les ressources consacrées à la formation sont très insuffisantes (environ 2% du besoin théorique)
- Recruter et mettre en place un dispositif de formation de formateurs: les personnes aptes à dispenser des enseignements techniques partent progressivement à la retraite. Le nombre de formateurs disponible est très insuffisant car il n'y a pas eu d'investissement en formation de formateurs depuis plusieurs décennies.
- Former des Elites Agricoles : les représentants Paysans n'ont pas la place qui devait leur revenir dans le développement du système productif, en raison de leur faible niveau de formation et de négociation.
- Mettre en place une politique de financement pérenne de la Formation Agricole et Rurale : les financements de l'Etat sont insuffisants et difficilement mobilisables en raison des règles budgétaires et de marchés publics. L'aide internationale est par nature temporaire. Elle est en outre insuffisante, aucun grand bailleur n'ayant jusqu'ici investi massivement dans la Formation Professionnelle Agricole.
- Réfléchir sur une politique d'aide à l'installation des jeunes formés en accompagnement de la Formation.

5. PISTES POUR LE DEVELOPPEMENT DU SYSTEME FAR MALAGASY

5.1. Les opportunités.

1. Le MEN développe actuellement un projet d'*Agence Malgache de la Formation* (AMF). Le MAEP doit prendre sa place dans cette démarche et faire bénéficier l'AMF de sa connaissance de l'AGRICULTURE et de ses besoins.
2. La réforme du système de Formation Professionnelle en cours, entrepris par le MEN permettra de développer la Formation en milieu rural
3. Dans les Plans de formation régionaux élaborés, 50% des actions de formation prévus relèvent de la formation Agricole
4. Les réflexions en cours sur le financement de la Formation Professionnelle (MEN au moyen d'une taxe professionnelle) et la Formation Agricole (MAEP dans le cadre du FDA)
5. Réflexions en cours sur les Stratégies de Services Agricoles : développement des Centres de Services Agricoles (CSA) et du Fonds de Développement Agricole (FDA)
6. Elaboration en cours de la Politique Sectorielle Agricole

5.2. Les pistes.

1. Une Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR), doit être élaborée, conjointement avec tous les partenaires concernés (Ministères, Profession, Dispositifs de Formation Agricole et Rurale, Société Civile, Partenaires Techniques et Financiers), et définir un Projet à l'horizon 2030 ou 2040, fondé sur une analyse partagée et une vision commune du devenir souhaitable de l'Agriculture et du monde rural. Cette Stratégie et les Plans de Formation Régionaux devront être mis en cohérence.
2. Les Rôles et Structures de l'AMF doivent être discutés et répondre aux nécessités d'un enseignement de qualité
3. Une démarche de clarification Institutionnelle des rôles et une redéfinition des rôles des différents Acteurs doivent être entreprises

4. Les déséquilibres régionaux doivent être compensés par une politique de Financement appropriée
5. Un système de financement pérenne du système de Formation doit être mis en place
6. Un système de financement des études des ruraux pauvres doit être conçu et mis en place, combinant financements publics (Etat, collectivités territoriales), sous forme de subventions aux Etablissements et de Bourses aux plus méritants, et contribution des Parents
7. Le financement bancaire peut être développé pour les besoins de formation des techniciens, avec l'appui d'un fonds de garantie financé par l'Etat et une bonification des taux rendant possible le financement à moyen terme
8. Un projet pourrait être conçu et financé pour la mise en œuvre d'un système permettant : une fabrication quasi-industrielle de contenu de formation, une diffusion faisant un large appel aux TIC, la formation et l'utilisation de moniteurs au niveau local
9. Une politique d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs est un complément indispensable pour permettre l'émergence d'exploitations viables et de chefs d'exploitations aptes à assumer des rôles de responsables professionnels.

6. LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA SNFAR MALAGASY.

Vision.

- Des Structures d'exploitation Agricoles viables et compétitives : exploitations « professionnelles » ayant accès au foncier, aux financements, aux services Agricoles pour produire plus et vendre mieux ;
- De chefs d'exploitations disposant d'un niveau suffisant pour pouvoir acquérir les nouvelles techniques et monter des projets générant des bénéfices ;
- Des Organisations Professionnelles Agricoles solides, disposant des capacités nécessaires pour fournir des services à leurs membres et défendre leurs intérêts.

Stratégie.

- Promouvoir un système de Formation Agricole qui réponde aux problèmes et besoins critiques de l'économie Agricole. Ce qui suppose que :
 - les paysans sont alphabétisés et produisent pour le marché, assurent une promotion de l'auto emploi ;
 - la « culture » Agricole, environnementale, et entrepreneuriale est développée dans l'éducation de base ;
 - l'émergence d'une main d'œuvre qualifiée pour le sous secteur Agri business ;
 - les activités de service de formation /information et vulgarisation sont axées sur la gestion de l'exploitation Agricoles et les techniques opérationnelles ;
 - l'expertise pour le soutien au développement du capital humain du secteur est renforcée.
- Une formation Agricole et Rurale centrée sur les besoins des Exploitants Agricoles, des Organisations Professionnelles Agricoles, du sous secteur Agri business et des Formateurs, suppose également des adaptations du dispositif du institutionnel :
 - Les différents acteurs professionnels et institutions d'appui sont impliqués dans la gestion des efforts de formation, en tenant compte du principe de partage des rôles et de la déconcentration/décentralisation ;
 - Une structure de coordination opérationnelle est mise en place et tire profit des avantages comparatifs des différentes structures de FAR
 - Les autres structures de Formation Technique Professionnelle développent des vecteurs de FAR